



REPUBLIQUE DU TCHAD
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRIMATURE
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
ET DE LA DECENTRALISATION
REGION DU MOYEN CHARI
DEPARTEMENT DE BARH KO
SOUS PREFECTURE DE MOUSSORO
CANTON MOUSSORO

PLAN DE DEVELOPPEMENT DU CANTON MOUSSORO

Août 2014 – Juillet 2018

Version définitive

« Balé » signifie « zone aride »



Photo RENODJI D. /PAIDMC /2014

Réalisé par l'**Association de Développement du Canton Balé** avec l'Appui-Conseils-Accompagnement du **RESAP/MC** et ses partenaires APIDO, APAOR, APDI, EFORMA dans le cadre du « Projet d'Appui aux Initiatives Locales de Développement Durable dans le Moyen Chari », **PAIDMC**

Contrat FED/2012/301-969 (PADL-GRN ; FED/2009/021-320)

Cooperation TCHAD-UNION EUROPEENNE

Août 2014

LISTE DES ABREVIATIONS ET DEFINITION DES CONCEPTS

PDL : Plan de Développement Local

PDC : Plan de Développement du Canton

CDC : Comité de Développement Cantonal

ODV : Organisation du Développement du Village

ADC : Association du Développement Cantonal

CDA : Comité Départemental d'Action

AV : Association Villageoise

CEC : Caisse d'Epargne et de Crédits

PSD : Plan Stratégique de Développement

CCCD : Cadre de Concertation Cantonale de Développement

CCD : Comité de Développement Cantonal

Territoire : espace géographique connu où les habitants ont une histoire commune.

Acteurs locaux : représentants de la population qui assurent des fonctions spécifiques

Vision de développement : elle traduit un état futur souhaité d'un territoire.

Objectif : un objectif est ce que l'on se propose d'atteindre à travers des actions.

Développement local : processus de progrès engagé au niveau d'un territoire donné par la volonté commune des acteurs locaux visant des objectifs définis.

Planification locale : organisation des actions et des moyens (financiers, humains, matériels) à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de développement d'un territoire.

Plan de Développement Local : document dans lequel sont indiqués les objectifs de développement du territoire, les actions et les moyens à mettre en œuvre.

Axes de développement : préoccupations majeures exprimées par la population en termes d'objectifs développement.

Démarche participative : la planification locale exige la participation des représentants de toutes les couches sociales de la population concernée.

Stratégie : c'est l'ensemble des conditions et des mesures à prendre en compte pour mettre en œuvre les actions prévues dans le PDL en vue d'atteindre les objectifs fixés.

Schéma du territoire (ST) : image du territoire telle qu'elle se présente sur une carte.

Schéma d'aménagement du territoire (SAT) : représentation du territoire sous forme de projection, de changement positif programmé.

Genre : fait référence aux différences socialement construites entre hommes et femmes et à la manière dont elles déterminent les fonctions de chacun.

Indicateur : mesure des objectifs atteints par l'exécution des activités

Approche : manière d'aborder un sujet, un travail, un projet

Bénéficiaires : personnes, groupes ou organisations qui profitent de l'avantage d'une action, d'un projet de développement.

Communauté : groupe de personnes vivant dans un même territoire

Diagnostic : analyse de la situation, des évolutions, des atouts et des principaux problèmes d'un territoire et détermination de solutions réalistes

Dispositif : ensemble organisé de méthodes, de procédures et de moyens pour agir

Faune : totalité des animaux habitant un espace donné

Flore : ensemble des plantes d'une région

Norme : limite supérieure à ne pas dépasser ou limite inférieure à respecter.

Planification : définition d'objectifs et organisation des actions et moyens nécessaires pour les atteindre.

TABLE DES MATIERES

Liste des Abréviations et définition des concepts

Table des matières

Introduction et démarche méthodologique

I- Généralités du canton

1.1 Caractéristiques physiques

1.1.1 Localisation géographique

1.1.2 Caractéristiques physiques

1.2 Milieu humain

1.2.1 Historique du canton

1.2.2 Démographie

1.2.3 Organisations paysannes

1.3 Activités économiques

1.3.1 Agriculture

1.3.2 Élevage

1.3.3 Pêche

1.3.4 Commerce

1.3.5 Artisanat

II- Diagnostic participatif du canton et options de développement par domaine

2.1 Le domaine Agriculture - Elevage - Pêche

2.1.1 Résultats du diagnostic

2.1.2 Les axes prioritaires de développement

2.2 Le domaine Environnement - Gestion des Ressources Naturelles - Tourisme

2.2.1 Résultats du diagnostic

2.2.2 Les axes prioritaires de développement

2.3 Le domaine Santé - Assainissement

2.3.1 Résultats du diagnostic

2.3.2 Les axes prioritaires de développement

2.4. Le domaine Economie

2.4.1 Résultats du diagnostic

2.4.2 Les axes prioritaires de développement

2.5. Le domaine Education – Culture – Jeunesse - Sport

2.5.1 Résultats du diagnostic

2.5.2 Les axes prioritaires de développement

2.6. Le domaine Affaires sociale - Genre

2.6.1 Résultats du diagnostic

2.6.2 Les axes prioritaires de développement

2.7. Le domaine Gouvernance – paix - sécurité

2.7.1 Résultats du diagnostic

2.7.2 Les axes prioritaires de développement

III- Sommaire des grands axes de développement des différents domaines

IV- Projets de développement sur la durée du plan

V- Mécanisme de la mise en œuvre, de pilotage et de suivi du programme d’actions

Conclusion

Annexes

INTRODUCTION ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le Tchad est l'un des pays les plus pauvres de la planète. C'est pourquoi il a inscrit dans sa politique sociale, la réduction de la pauvreté à travers le Plan National de Développement en lien avec le processus de la décentralisation.

En effet le processus de décentralisation en cours au Tchad s'inscrit dans la perspective d'une participation active de la population au développement durable.

Cette approche qui consiste à aider la population à sortir de la pauvreté s'appuie sur le savoir faire de la population elle-même.

Le changement significatif dans le sens de la réduction de la pauvreté et particulièrement en milieu rural passe par des initiatives locales de développement durable.

La réalisation du diagnostic à l'échelle du canton concerné a permis de disposer des informations de base, identifier les problèmes, proposer et prioriser les solutions possibles. Cette démarche a permis d'identifier les potentialités en vue d'élaborer le plan de développement cantonal.

Face au contexte d'extrême pauvreté due principalement à la faiblesse des principaux secteurs de production, la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'insécurité alimentaire structurelle, la faiblesse des initiatives locales concertées de développement et une insuffisante organisation et structuration des populations qui ne parvient pas à se mobiliser et à se concerter pour mener des actions pouvant s'inscrire dans un plan de développement en vue d'améliorer leurs conditions de vie, le RESAPMC à travers le PAILDMC a accompagné une prise de conscience des communautés locales par rapport à la place qu'elles devraient occuper dans un processus démocratique et du rôle qu'elles devraient jouer dans le processus de développement durable. Ce qui passe par une stratégie locale de développement qui exige une participation effective et active de toutes les couches sociales.

Notre méthodologie a consisté principalement à l'implication des différents acteurs de développement et des services déconcentrés, et d'autres acteurs comme les religieux, les nomades, les jeunes, les femmes, les commerçants, les chefs de services déconcentrés de l'Etat,...

L'analyse des résultats du diagnostic participatif cantonal a porté sur la situation actuelle ou les problèmes actuels, les causes de ces problèmes, leurs conséquences, les potentialités existantes, les contraintes et la situation souhaitée ou objectifs à moyen terme.

Les séances d'animation ont été accompagnées des échanges et des débats publics avec les participants. Elles ont été centrées sur les opportunités qu'offre le processus de décentralisation au Tchad en cours comme cadre institutionnel idéal favorable une à gestion rationnelle des ressources locales et donc de développement local.

L'élaboration du plan de développement s'est fait dans le chef lieu de canton avec l'appui des animateurs locaux et la participation des représentants des villages (au moins 3 par village).

Pendant les ateliers, ces animateurs ont animé des séances et réunions pour permettre de dégager les principaux problèmes, les solutions, et les idées de micro projets suivant une typologie permettant les actions/ micro- projets et la rédaction du PDL cantonal.

Il s'agit à travers ce PDL de réduire la pauvreté dans le canton Moussoro. Ce document est une orientation stratégique basée sur les axes prioritaires de développement en milieu rural notamment l'agriculture, l'Elevage, la Santé, l'Education, la Gestion des Ressources naturelles, le Commerce, le Sport et Loisirs, la promotion du genre.

Le PDL est élaboré dans le cadre de planifier les actions prioritaires pour le développement du canton.

Le plan de développement local est un guide d'orientation des actions, car tous les projets et programmes se servent de ce plan pour la mise en œuvre de leurs activités.

Ce PDL est l'émanation de la population elle-même car axé sur l'approche participative touchant toutes les catégories socio- professionnelles et prenant en compte toutes les sensibilisations locales.

Dans ce plan de développement cantonal, plusieurs actions ont été identifiées par les bénéficiaires. C'est un document élaboré pour une durée de quatre (4) ans en fonction des orientations du **Guide harmonisé** et tenant compte de la mobilisation des ressources locales, forteresse cantonale pour l'exécution des projets.

La planification participative des actions de développement local est un processus visant à impliquer l'ensemble des acteurs du développement et en particulier les communautés locales dans une démarche leur permettant de se doter d'un outil de référence cohérent et réaliste.

L'ensemble des actions retenues reflète une certaine vision voulue en matière de développement local du canton à l'horizon de 2018. Il s'agit d'un outil de référence et qui est susceptible d'être adapté suivant les priorités et les ressources disponibles de manière à répondre aux priorités définies dans le cadre des objectifs et de la stratégie de développement local du canton.

Le canton vit une situation alarmante due à l'insuffisant des infrastructures socio- sanitaire et éducative, les structures de base ne sont pas bien structurées, l'insuffisance des moyens de production agricole, l'infertilité du sol, le conflit agriculteur- éleveur etc.

La population du canton Moussoro se réfléchit sur tous les problèmes qui freinent le développement.

La politique du gouvernement enclenchée sur le processus de la décentralisation pendant la conférence Nationale Souveraine de 1993. Basé sur le développement à la base des communautés. C'est pourquoi l'élaboration d'un plan de développement local permettra d'avoir un document de référence, un bouclier qui a permis de s'asseoir ensemble pour réfléchir sur une vision commune afin de lutter contre la pauvreté dans le canton Moussoro.

C'est un cadre d'entente de toutes les filles et tous les fils du canton qui prend en compte toutes les potentialités du canton pour un développement harmonisé.

Le PDL vise à :

- ✓ définir une vision commune et partagée
- ✓ identifier les objectifs du développement local
- ✓ traduire les objectifs en action réaliste
- ✓ lier les objectifs et les actions aux ressources financières
- ✓ établir un programme de mise en œuvre.

Il a été présenté et soutenu par les membres de l'ADC devant le Comité Départemental d'Action qui, après avoir fait des amendements et des recommandations pour sa validation.

L'ossature de ce PDL se présente comme suit :

- Généralités du canton
- Diagnostic participatif du canton
- Grands axes de développement par domaine
- Projets de développement par domaine du plan
- Mécanisme de mise en œuvre, de pilotage et de suivi

Le Programme d'Appui au Développement Local et à la Gestion des Ressources Naturelles (PADL/GRN) est financé sur le 10^{ème} FED à hauteur de 27 millions d'euros. La maîtrise d'ouvrage du programme est assurée par l'Ordonnateur National du FED (ON). Le Ministère de l'Economie et du Plan, à travers son Secrétariat Général, en assure la maîtrise d'œuvre.

Le PADL-GRN constitue le passage à l'échelle de 7 à 13 régions de l'expérience développée à travers la mise en œuvre du Programme d'Appui Structurant des Initiatives Locales de Développement (PASILD), en capitalisant les expériences des projets FED antérieurs (ADER, PMR, CURESS.), des projets de la coopération allemande (PRODALKA, PRODABO) et de la Banque Mondiale (PROADEL).

Le PADL-GRN vise spécifiquement le renforcement des dynamiques participatives de développement local et de gestion des ressources naturelles en se basant sur trois grands axes d'intervention :

1. Le renforcement des capacités institutionnelles centrales et territoriales ;
2. La planification participative et la gestion concertée des terroirs ;
3. L'appui à la mise en œuvre de réalisations sociales et économiques.

Dans le cadre des activités liées à l'axe d'intervention 3, une des priorités est la consolidation du processus d'appui à la gouvernance locale enclenché par les programmes d'appui au développement local, notamment le PASILD et les autres programmes intervenus dans le passé dans les régions couvertes par le PADL-GRN.

Son objectif global est d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des populations rurales

De manière spécifique il s'agit de renforcer les dynamiques participatives de développement local et de GRN

Les populations bénéficiaires ; essentiellement des groupes vulnérables, en particulier les femmes sont estimées à 70% de la population rurale des 13 régions (environ 3. 000.000 habitants, soit 1/3 de la population du pays)

L'approche stratégique est de :

- Soutenir directement les populations;
- Soutenir les acteurs bien organisés qui sont en mesure de participer au cofinancement des actions (au moins 10% du budget total de la subvention doit être apporté par le demandeur);
- Soutenir des mesures visant à renforcer la coordination et les interactions entre les parties prenantes et les institutions;
- Soutenir le droit d'initiative des acteurs intéressés, en subsidiarité avec les projets nationaux, en cofinçant leurs «propres initiatives» et non en définissant en détail les activités qu'ils doivent soutenir en tant que «partenaires d'exécution».

Saisissant cette opportunité le RESAPMC et ses partenaires dont APIDO, APAOR, EFORMA et APDI ont proposé le Projet d'Appui aux Initiatives Locales de Développement durable dans le Moyen Chari (PAIDLMC) afin de contribuer à améliorer la gestion des ressources naturelles et assurer la sécurité alimentaire des populations de la région du Moyen chari à travers le renforcement des dynamiques locales

Spécifiquement le PAIDLMC a appuyé la mise en place des cadres de concertation et renforcer leurs capacités en vue de formuler les conditions de développement durable des 11cantons dans le Moyen chari dont Korbol, Moussafoyo, Kyabé, Balé, Ganga, Makoubou, Begoula, Maro, Bendana, Moussoro et Djeke-Djeké.

Les groupes cibles sont les **acteurs locaux** des 11cantons dans le Moyen chari, composées d'organisations communautaires, des services techniques, des autorités locales et chefs traditionnels ; soit total 658 personnes dont 135 femmes

L'ensemble des populations des 11 cantons dans le Moyen chari, les plus vulnérables estimées à 159 416 personnes dont 74 687 femmes constituent les bénéficiaires de ce projet.

I. GENERALITES DU CANTON

1.1 CARACTERISTIQUES PHYSIQUES

1.1.1 Localisation géographique



Le canton de Moussoro fait frontière avec le canton Bendana à l'Est, le canton Koumogo au nord, au sud par le canton Djéké-Djéké,, à l'Ouest la RCA.

Sur le plan administratif, peu de services déconcentrés de l'Etat installés dans la localité. On note les enseignements secondaires et primaires,, un sous-secteur de l'ONDR et ,une représentation de la COTONTCHAD, d'un centre de santé public et de la confession religieuse.

1.1.2. Caractéristiques physiques

1.1.2.1. Climat

Par définition, nous pouvons dire que le climat est la variation du temps dans un milieu donné.

Brièvement, le canton Moussoro jouit d'un climat tropical humide pas trop sec par rapport aux zones sahéliennes ou désertiques.

Le climat tropical humide de Moussoro prédomine successivement d'une saison sèche et d'une saison des pluies.

Les précipitations sont variables du nord au sud. Tandis qu'au nord où les précipitations sont faibles et parfois absentes. Dans la zone de Moussoro, les pluies tombent abondamment, mais par contre, il ya parfois le défaut de pluviométrie entre le mois de mai et juin, pendant lesquels les paysans sèment deux à trois fois avant le sarclage.

Dans cette zone l'agriculture est dominante. Les cultures vivrières et commerciales sont excellentes dans cette partie.

1.1.2.2. Le relief

Le relief se définit comme l'ensemble des roches ou montagnes sur un espace limité.

Le relief comme son nom l'indique dans la zone de Moussoro est presque absent. On peut rencontrer une trace des roches latérites à proximité des savanes aplaties.

En revanche, si l'on progresse un peu vers le nord, c'est là où prédomine le relief tel que le massif de Guéra, le Ouaddaï ou l'Ennedi.

Alors, en somme, géographiquement parlant, la zone de moussoro ne cohabite guère le relief dans son environnement.

1.1.2.3. Hydrographie

En fait, l'hydrographie s'explique d'abord comme une étude des cours d'eau (par exemple le Chari et ses affluents et les marres et marigots). En effet, dans le canton Moussoro, l'hydrographie est basée surtout sur les marres situées dans les trois sites à savoir DROH, CRAH par PARIS-SARA et Moussoro. On peut déduire que seul le site de CRAH qui est permanent et qui alimente en eau les bétails des éleveurs nomades jusqu'en saison des pluies. Au contraire, les deux sites tarissent.

En conclusion, nous pouvons justifier que ce canton ne correspond pas à une véritable zone d'hydrographie sur le plan géographique propice.

1.1.2.4. La végétation

La végétation se définit comme l'ensemble des arbres autour de nous.

Sur le plan géographique par exemple, il existe trois (3) types de végétation répartie dans les zones : la forêt dans la zone soudanienne où on peut rencontrer des arbres de longue taille et une végétation de petite taille telle que les arbres épineux ; le désert dans la zone désertique où on trouve les graminées dans les oasis.

En principe, la zone de Moussoro se localise dans la zone soudanienne à l'extrême sud, précisément dans le département de la Grande-Sido.

Dans ce canton, on rencontre certaines espèces d'arbres qui sont protégées par l'homme : le néré, le karité et le caïceldrat, en plus d'autres arbres fruitiers.

La végétation dans cette partie joue un rôle très important dans la protection de l'environnement.

1.1.2.5. La faune

Qui dit faune, dit tous les animaux sauvages qui vivent dans la jungle (brousse).

La zone de Moussoro possède d'énormes animaux qui sont la gazelle, le lièvre, l'hyène, les pintades, les varans, etc.

Par contre, les autres animaux sont en disparition compte tenu de surpâturage et le surplus des braconniers qui envahissent sur leurs terriers. A l'époque, la zone de Moussoro est le berceau de diverses faunes.

1.1.2.6. Le sol

Le sol est un assemblage de sable et de l'humus sur une surface terrestre.

La zone de Moussoro a un sol très fertile favorable à l'agriculture. La population de Moussoro pratique chaque année, l'agriculture sur brulis. Le sol est tout le temps enrichi par les résidus de cendre. Ce sol se renouvelle chaque année ; dans le cas échéant le strigat qui appauvrit d'autre part, ce qui pousse les agriculteurs à laisser deux à trois ans leurs terrains en jachère.

En somme, le sol, du canton Moussoro est très équitable à toutes cultures vivrières tout comme les cultures commerciales.

1.1.2.7. La mine

La mine se traduit comme toute ressource naturelle souterraine telle que le pétrole, le fer, le diamant, l'or, etc. La zone de Moussoro est très riche dans le domaine de mine. Mais les gisements de mines sont encore en voie d'exploitation. Alors l'exploitation de ces mines reste toujours en cours de recherche non exploitée dans cette zone.

1.2 MILIEU HUMAIN

1.2.1 Historique du canton

Le canton Moussoro est l'un des plus grands cantons de la sous-préfecture de Djéké-Djéké dans le département de la Grande-Sido.

Cette partie du département était habitée par les « Ngamas ». Ceux-ci, fuyant la guerre intercommunautaire de TOLKABA en RCA se sont installés sur le site baptisé « Moussoro » qui signifie « descendre la guerre ».

D'autres ethnies se sont jointes à eux. On peut citer parmi ces migrants les « Mbay », les Gor, les sara madjingaye, les sara-kaba, les Foulata, les Baguirmi Ouasmé, les Missérié, les Mims, etc.

Sur le plan administratif, le canton couvre trente (30) villages et ferriques. On note également la présence des services déconcentrés : les enseignements secondaires et primaires, un sous-secteur de l'ONDR et une représentation de la COTONTCHAD, d'un centre de santé public et de la confession religieuse.

Le fondateur du village fut M. MADJIRO TOLMALGUE.

Les successeurs de MADJIRO à la chefferie traditionnelle sont :

NGAWOU
BAHKANE
YEHNGO
DJASNGARAL
RAMADINGAR,
KOUMTIMADJI
NAOUNGAR et enfin
HONTANMADJE DENIS.

En 2000 le village a été érigé en canton et HONTANMADJE DENIS est devenu le premier chef de canton élu en 2005 jusqu'à nos jours.

1.2.2. Démographie

Le milieu humain du canton Moussoro est composé d'une population estimée à environ 133 19 habitants répartie comme suit :

- Hommes : 5708 soit un pourcentage de 43%
- Femmes : 7611 soit un pourcentage de 57%

Cette population est composée de 1835 chefs de ménages.

Cette population ne vit que de ressources agricole, animale. Malgré les conditions difficiles dans lesquelles l'homme vit, celle-ci s'adapte à ces activités de survie quotidienne. En plus de cela, il faut citer entre autres, en ce qui concerne les activités secondaires occasionnelles, la cueillette, la chasse, etc.

La langue parlée est le « Ngama ». Le Christianisme est dominant. Certaines coutumes sont pratiquées d'une manière régressive, à l'exemple de la fête annuelle de l'excision, l'initiation « Tolndo ». La population est analphabète à 90% et vit dans des cases rondes construites en briques, en banco avec la toiture en paille.

Le mariage reste traditionnel, la polygamie est permise et largement pratiquée dans le milieu.

Les techniques de stockage et de conservation des produits vivriers sont les mêmes dans le temps ancien (grenier en brindille de paille).

1.2.3 Organisations paysannes

Villages	Groupements et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
Kalgoua 2gpts	Mixe	2008 2009	Baptiste Taa- Kem	30 20	Non Non	Agriculture Elevage	Non Non	R.A.S R.A.S
Sahosso 2gpts	Mixe Mixe	2012 2012	Nantarbé Ryande	17 17	Non Non	Elevage	Oui Non	R.A.S R.A.S
Gombada 2gpts	Mixe Mixe	2008 2010	Mbabo- Jamadji Horogangue	29 12	Oui -	Plantation commercialisation	Oui Oui	R.A.S R.A.S
Ndoindana	Mixe	2003	G.N.G	20	-	commercialisation	oui	R.A.S
Hosana 2 Gpt.	Mixe	1999	Kasadoum	12	oui	Agriculture	oui	R.A.S
	Mixe	2003	Dyamadji	10	-	commerce	oui	R.A.S

Villages	Groupement s et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
Waikédé	Feminine	2002	Madjissemadji	14	Oui	Commerce	Oui	R.A.S
	Mixe	2004	Djihonante	12	Rien	Elevage	Oui	R.A.S
Dacko	Mixe	1998	Klamadji	15	Oui	Agriculture	Oui	R.A.S
	Mixe	2005	Neloumra	16	Oui	Agriculture	oui	R.A.S
Donangan	Mixe	2010	Kemdjasnan	12	oui	Agriculture	oui	R.A.S
	Mixe	2010	Djiraimadji	9	-	Agriculture	oui	R.A.S

Villages	Groupements et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
Kalgoua II	Mixe	2013	Hariate Djamia	10	-	Agriculture	Non	Non
Ndacko suite	Mixe	2010	Kemdjinante	15	oui	Agriculture Plantation	Oui	Non
suite	Mixe	1978	Kodjika	16	-	Plantation	Oui	Non
Ndoidana suite	Mixe	4-05-12	Djirantogue	10	Oui	Commercialisation	oui	R.A.S
Moussoro suite	Mixe	2009	St- Daniel comboni	11 Communautes	oui	Commercialisation plantation	Non	R.A.S
Bekla	Mixe	2010	Djaimadji	12	Oui	Elevage	Non	R.A.S
Bénodjo	Mixe	2009	Rénodji	16	oui	Agriculture	Non	-

Villages	Groupe ment s et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
Moussoro	Mixe	2003	Kemkogui	18	Oui	Elevage Agriculture	Oui	R.A.S
Moussoro	Mixe	2012	Arrassedji	10	-	Petit commerce Agriculture	Oui	R.A.S
Kalgoua	Mixe	2010	Hariate djamina	12	oui	Elevage agriculture	Oui	R.A.S
Suite Gombada	Mixe	2012	Morgosso	26	-	Culture diverse	-	R.A.S
Suite Gombada	Mixe	2012	Adingar	9	9	Plantation d'arbre petit commerce		

Villages	Groupe ment s et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
MODJIRODJI	Djongang mixte	2011	Paysans	16	Oui	Agriculture	6 sacs mil	Non
	Asodjite Mixte	2011	Paysans	12	Non	Agriculture	3 sacs mil	Non
	Kemkasnan (F)	2007	Paysannes	10	Non	Agriculture		Non
	Ndik jete Mixte	2011	Jeunes	10	Non	Agriculture		Non
	Takaisedé mixte	2009	Paysans	10	Non	Agriculture		
	Groupe ment des jeunes	2007	Paysans	6	Non	Culture		Non
MAYO	RAMO	2004	Paysans	19	Oui	Commerce	27 sacs de mils	Non
	ASRA	2008	Paysans	5	Oui	Commerce	4 sacs	Non
	Djihoingang	2008	Paysans	12	Oui	Commerce	20 sacs de mil	Non

Villages	Groupe- ment s et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
PARI- SARA - MADJI	Pisgon	2009	Paysans	16	Oui	commerce	10 sacs mil	Non
	Djiraibé	2012	Paysans	20	Oui	Agriculture	8 sacs	Non
JUDEE	Djirankla	2011	Paysans	13	Non	Culture		Non
	Djotanan	2011	Paysans	8	Non	Culture		Non
Moulbian	Remadji	2012	Paysans	10	Non	Culture	4 sacs	Non

Villages	Groupements et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
KISSADANA	Djidairodjinte	2010	Paysans	12	Oui	Elevage	14 TET animateur	Non
	Allahoudjoudoh	2011	Paysans	10	Oui	Commerce	20 sacs	Non
	Neltourko	2007	Paysans	17	oui	Commerce	8 sacs	Oui
	L a lumière	2000	Paysans	9	Non	Agriculture		Non
	Allahrasem	2012	Paysans	15	Non	Agriculture	-	Non
	Sycomor	2013	Paysans	8	Non	Agriculture		Non
	Groupement de femme d'élevage-filles .G.M.E.F.	2013	Paysans	14	Non	Commerce		Non

Villages	Groupe- ment s et genre	Date de création	Promoteur	Nombre de membre	Statuts	Domaine d'activité	Réalisation	ONG d'appui
Mousngoro	Honamadji	2009	Paysans	16	Oui	Agriculture	12 sacs	Non
	Groupe- ment de jeunes	2012	Paysans	11	Oui	Commerce	10 sacs	Non
	Kotana	2007	Paysans	8	Non	Commerce	4 sacs	Non
Maigoro	Djirankla	2007	Paysans	14	oui	Culture	10 sacs de mil	Non
	Nguismoï	2008	Paysans	7	Non	Culture	1 sac de mil	Non
	Djitapkaye	2011	Paysans	9	Non	Culture	3 sacs de mil	Non
	Assodjile	2009	Paysans	6	Non	Culture		Non
	Djikédjiké	2008	Paysans	7	Non	Culture		Non

1.3. ACTIVITES ECONOMIQUES

L'économie dans le canton Moussoro repose principalement sur l'agriculture et l'élevage. Ce sont les deux secteurs de production qui améliore les conditions de vie de la population rurale. La cueillette constitue une activité secondaire, mais qui permet un moyen de survie aux hommes et femmes du canton.

La population du canton ne vit que des produits de l'agriculture et de l'élevage. Ils résultent des produits vivriers tels que le sorgho, le mil, le maïs, le haricot, le mil pénicellaire, le pois de terre s'ajoutent les produits de sésame, de l'arachide, du riz et celui de du coton.

Les espèces d'animaux élevées telles que les bovins, utilisés dans le transport et la culture attelée et le commerce, ils produisent de la viande et du lait.

Les caprins et la volaille constituent également de source de viande, œufs mais aussi des sources de revenus monétaires.

Les ânes sont très nécessaires pour le transport et les labours mais leur élevage reste faiblement exploité par la population

1.3.1. Agriculture

Le canton Moussoro pratique une agriculture dominée par les cultures vivrières : le sorgho, le maïs, le mil pénicellaire, le haricot, le pois de terre et les cultures de rente telles que le coton, l'arachide et le sésame.

Les cultures de tubercules, patates douces, le manioc, etc, sont pratiquées aussi dans le canton. Mais cette agriculture demeure toujours archaïque avec les moyens de production tels que la houe, la hache, la pelle, coupe-coupe, etc. Les bœufs d'attelage ne sont pas à la portée de tous les producteurs. Ces dernières années, l'Etat tchadien avait apporté un soutien matériel aux producteurs ruraux dont les tracteurs et a subventionné quelques moyens de, production comme les charrues, les charrettes et les intrants. Mais cet apport ne couvre pas encore les besoins de la population et ses conditions de vie restent toujours précaires

1.3.2. L'élevage

L'élevage pratiquée dans le canton tel que celui des bovins, les caprins, les ovins, les volailles, appartient aux agriculteurs mais aussi aux pasteurs sédentaires. L'on signale le passage du transhumants Bororo au début de la saison des pluies. Le cheptel est très mal exploité dû à l'insuffisance d'appui technique et matériel. Ces animaux sont exposés aux multiples maladies par manque de soins appropriés

1.3.3. La pêche

Cette activité est presque inexistante dans ce canton. Le tarissement des cours d'eau et marigots en sont les principales causes. Le canton est alimenté en poisson par le canton BEKAMBA et KOUMOGO.

1.3.4. L'artisanat

Il demeure toujours rudimentaire avec ces moyens non adaptables. Il est très peu développé dans le canton

1.3.5. Le commerce

Le commerce est activité, secondaire pratiquée dans le canton de Moussoro. Il existe un marché hebdomadaire, mais il ne fonctionne pas bien, compte tenu du marché hebdomadaire de Djéké-Djékén situé à 7km et se tient tous les samedis de la semaine. Il n'existe que de petits détaillants, les fabricants de briques, les transformateurs des produits locaux, l'élevage des abeilles.

1.3.6. Le transport

Ce secteur cause beaucoup de problèmes au canton, dû à son enclavement. Les pistes cotonnières sont presque impraticables pendant la saison des pluies causant le problème des coupeurs de route, surtout le week-end, jour du marché hebdomadaire.

Les moyens de transport couramment utilisés sont les motos, les vélos, les bœufs, les charrettes, les pieds. Le véhicule ne vient qu'une fois par semaine.

1.3.7. Analyse des données collectées

Le canton Moussoro compte 10937 habitants en 2009 ; 13319 habitants estimés actuellement (2013) pour un nombre de 1835 Chefs des ménages. La superficie du canton est estimée à 510 hm², celle de l'occupation de l'espace agricole est de 300ha, celle du coton 452 ha.

On dénombre trente (30) villages et ferriques, trente sept (37) puits traditionnel, douze (12) forages manuels, un (1) caisse d'épargne et de crédit un (1) centre de santé public, un (1) lycée public (6é en 1ers) .

Pas d'aire abattage d'animaux, ni les infrastructures socio- éducatives.

On compte 54 groupements dont 32 ont leurs textes de base reconnus.

Il n'existe aucun plan de gestion des terroirs ni chartes, ni convention locales.

Les questionnaires villageois sont intégrés dans la fiche de synthèse des données du canton.

Les problèmes de dégradation des ressources naturelles constatées sont presque identiques, et sont entre autres :

- L'infertilité des sols
- Le surpâturage
- Le tarissement des marres, marigot, et cours d'eau.
- Disparition des certaines espèces (animaux, végétaux et halieutique
- Coupes abusives des arbres fruitiers etc.

SOURCE : ADC

II. RESULTATS DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF



Les bâtiments scolaire restent en général traditionnels



Un seul batiment scolaire construit à Moussoro



Les participants au diagnostic participatif / Photo RENODJI D./PAILDMC/2013

Le diagnostic participatif comme nous l'avons déjà souligné a traité des différents domaines tels que :

- Agriculture-élevage-pêche ;
- Environnement-gestion des ressources naturelles et tourisme;
- Education-jeunesse et sports ;
- économie ;
- Santé-assainissement
- Affaires sociales et genre
- Bonne gouvernance-sécurité-paix

L'analyse a porté sur la situation actuelle ou les problèmes actuels, les causes de ces problèmes, leurs conséquences, les potentialités existantes, les contraintes et la situation souhaitée ou objectifs à moyen terme.

Les commissions thématiques ont été créées à cet effet. Les séances d'animation ont été accompagnées des échanges et des débats publics avec les participants. Elles ont été centrées sur les opportunités qu'offre le processus de décentralisation au Tchad en cours comme cadre institutionnel idéal favorable à la gestion rationnelle des ressources locales et donc de développement local.

La participation a été multi acteurs (représentants de l'administration et chefferie traditionnelle, services techniques déconcentrés de l'Etat, représentants des leaders paysans, des associations féminines et des jeunes, des commerçants,...), cela sous la conduite des animateurs locaux cantonaux formés à cet effet.

L'atelier de diagnostic participatif a réuni l'ensemble des acteurs et intervenants ci haut cités dans l'objectif d'harmoniser et de valoriser les résultats des diagnostics réalisés.

Les groupes thématiques constitués ont pu approfondir certains points requérant un degré de réflexion et de prise de décision. Les participants à ces assises ont diagnostiqué les maux qui minent le développement du canton et proposer en même temps des orientations stratégiques pouvant contribuer à sortir la circonscription de l'ornière de la pauvreté.

Un atelier cantonal de validation interne des résultats du diagnostic participatif a permis aux auteurs du PDL de vérifier l'authenticité des informations des communautés locales et l'adéquation leurs aspirations en fonction des problèmes posés.

2.1 Le domaine Agriculture - Elevage - Pêche

2.1.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Baisse de production agricole	canton	Pauvreté des sols Ennemis des cultures	Baisse de revenus Sous-alimentation	ONDR ONG producteur	Amender le sol Promouvoir le compost Produire le fumier
2. Dévastation des champs	canton	Mauvais gardiennage du bétail lors des pâturages	Conflits entre agriculteur/éleveur Baisse de production	Autorités administratives militaires, traditionnelles des parties prenantes	Tracer les couloirs de transhumance et élaborer des conventions ou chartes locales
3. Manque de maraichage	canton	Manque d'initiative Assèchement des cours d'eau	Faible taux de revenus	ONG Bras valides	Plaider pour la mise en place des groupements de cultures maraichère
4. Mauvais état de santé animale	canton	Manque de poste vétérinaire Insuffisance d'aliments Manque d'eau potable	Baisse de production animale	Etat ONG Auxiliaire vétérinaire	Créer un poste vétérinaire Construire les puits pastoraux avec abreuvoir

2.1.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Agriculture-Elevage-Pêche

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Baisse de production agricole	ONG ONDR Producteurs Matière première	Promouvoir la production du compost	Formation des producteurs pour la promotion du compost
Dévastation des champs	Autorités locales Parties prenantes	Tracer les couloirs de transhumance	Plaidoyer auprès de l'Etat pour la tracée du couloir de transhumance avec implantation des puits pastoraux et élaboration d'une convention locale
Manque des cultures maraichères	Bras valides ONG	Mettre en place les groupements maraichers	Formation des groupements des cultures maraichères
Mauvais état de santé animale	Auxiliaire vétérinaires Population Etat Eleveur	Créer un poste vétérinaire	Plaidoyer auprès de l'Etat pour la création d'un poste vétérinaire Renforcement des capacités des auxiliaires

2.2 Le domaine Environnement - Gestion des Ressources Naturelles - Tourisme

2.2.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Disparition partielle de la flore	canton	Surpâturage Surexploitation des terres Coupe abusive des arbres et feu de brousse	Risque d'avancée du désert Manque de certains produits de cueillette	Existence de service de l'environnement	Reboisement Mise en défens culture intensive Réduction du cheptel
2. Disparition de certaines espèces animales	canton	Feu de brousse Braconnage Surexploitation des terres	Inexistences des activités touristiques	Existence de service de l'environnement Foret population	Mise en défens Sensibiliser la population pour la gestion des ressources naturelles
3. Fabrication des ruches traditionnelles	canton	Interdiction de coupe de bois par les services de l'environnement	Baisse d'activité de cueillette de miel	ONG Population	Promotion de l'apiculture
4. Difficulté d'accès au sol	canton	Croissance démographique Surpâturage Mauvaise gestion du terroir Arrivée massive des halogènes Recherche des terres fertiles	Conflits intercommunautaires	Autorités administratives, traditionnelles et coutumières existantes	Tracer des couloirs de transhumance et des puits pastoraux
5. Disparition totale des ressources halieutiques	canton	Assèchement des cours d'eau	Pas d'activités commerciales Carence de poisson pour l'alimentation	Tracer des cours d'eau ONG Population	pisciculture

2.2.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Gestion des ressources naturelles -tourisme

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Disparition partielle de la flore	Existence de service de l'environnement	Reboiser Mettre en défens Intensifier les cultures Réduire le nombre du cheptel	Mise en défens des forêts naturelles Reboisement
Disparition de certaines espèces fauniques	Existence de service de l'environnement Forêt population	Mise en défens	Sensibiliser et former la population en gestion des ressources naturelles
Fabrication des ruches traditionnelles	ONG Population Producteur de miel	Promouvoir l'apiculture	Sensibilisation, formation et équipement des apiculteurs
Difficulté d'accès au sol	Autorités administratives, traditionnelles, coutumières et la population	Tracer des couloirs de transhumance et des puits pastoraux	Plaidoyer auprès de l'Etat pour la tracée des couloirs de transhumance et construction des puits pastoraux Pratique de la culture intensive
Disparition totale des ressources halieutiques	Service d'environnement Population ONG Trace des marres	Promouvoir la pisciculture	Aménagement des cours d'eau avec les moyens artificiels et formation des groupements piscicoles

2.3 Le domaine Santé - Assainissement

2.3.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. insuffisance d'une couverture sanitaire	canton	Existence d'un centre de santé inadéquat	Taux élevé des mortalités Mauvais état de santé de la population	Un centre de santé communautaire avec un seul infirmier stagiaire	Plaider pour la clôture du centre, le logement et la salle d'observation Doter le centre de santé d'une ambulance communautaire Renforcer la capacité du centre de santé communautaire existant en personnel et médicament
2. taux élevé de contamination de VIH/Sida	canton	Non-respect des règles de protection	Décès Affection de certaines familles	ONG et confessions religieuses	Sensibiliser la population pour un changement de comportement
3. maladies diarrhéiques	canton	Consommation d'eaux souillées Défécation à l'aire libre	Décès Mauvais état de santé de la population	Population et ONG Espaces libres disponibles	Sensibiliser pour une prise de conscience Faire des forages et latrines Sanctionner les récalcitrants
4. Manque d'eau potable	canton	Manque d'organisation et de volonté	Maladies hydriques	Ressources de l'Etat, ONG	Construire un château au chef lieu Doter les villages de forage d'eau potable

2.3.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Santé - Assainissement

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Insuffisance d'une couverture sanitaire	Un centre de santé communautaire en état de délabrement	Renforcer la capacité des agents sanitaires	Clôture et équipement d'un centre de santé Construction d'une salle d'observation
Taux élevé de contamination du VIH/Sida	ONG Centre de santé Confessions religieuses	Lutter contre la propagation du VIH/Sida	Campagne de sensibilisation contre le VIH/Sida
Maladies diarrhéiques	Population ONG	Construire des forages et des latrines	Construction des forages et des latrines public (écoles, marché etc)
Manque d'eau potable	Volonté de la population ressource locale.	Construire un château	Plaider pour la construction d'un château et des forages

2.4. Le domaine Economie

2.4.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Dégradation très avancée des routes	canton	Pas d'entretien Pas de barrière de pluie Trop de circulations	Route impraticable pendant la saison pluvieuse Les accidents Les morts et tracasseries	Etat population	Plaider auprès de l'Eta pour construire les routes
2. Manque des marchés hebdomadaires	Moussoro	Conflit inter-cantonal	Long trajet pour atteindre le marché de Djéké-djéké Tracasserie sur le trajet	Production agricole en grande quantité Autorités locales	Plaider auprès des autorités locales pour réactualiser le marché hebdomadaire Choisir un site pour le marché
3. difficulté d'accès aux micros-crédits pour les organisations de base	canton	Ignorance Méconnaissance dans le système de financement	Pauvreté Mécontentement des OP	Etat ONG	Plaider pour l'octroi équitable des micros-crédits aux OP et les former dans la gestion

2.4.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Economie

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Dégradation très avancée des routes	Latérite Gravier sable	Construire les routes	Plaidoyer auprès de l'Etat pour la construction des routes
Manque d'un marché hebdomadaire	Espace Autorités locales population	Créer un marché hebdomadaire	Plaidoyer auprès des autorités locales pour réactualiser un marché hebdomadaire Choisir un site
Difficulté d'accès aux micros-crédits pour les organisations de base	Existence de plusieurs groupements et associations.	Octroyer les crédits aux OP	Plaider auprès de l'Etat et ONG de développement pour l'octroi des micros-crédits aux organisations de base et former les membres

2.5. Le domaine Education – Culture – Jeunesse - Sport

2.5.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Baisse de niveau	canton	Insuffisance des enseignants formés et qualifiés au primaire et au secondaire	Taux élevé d'échec aux examens	Les écoles disponibles Les parents et diplômés sans emploi ressortissant du canton ONG	Plaider auprès de l'Etat pour recenser les diplômés sans emploi ressortissants du canton pour les affecter en appliquant le système taiwanais en attendant leur intégration Affecter les enseignants qualifiés
2. Courte durée de l'année scolaire	canton	Pas de bâtiments construits en matériaux durables au primaire comme au secondaire	Lancement du programme officiel scolaire inachevé	Etat ONG Disponibilité des établissements	Plaider auprès de l'Etat pour construire les bâtiments en matériaux durables et logement
3. Faible taux de fréquentation des filles	canton	Ignorance des parents Discrimination	Taux élevé d'analphabétisme chez les filles	Parents Ecoles	Sensibiliser les parents en faveur de la scolarisation des filles et créer des centres d'alphabétisation
4. Manque d'instruction	Moussoro	Pas de bibliothèque	Sous informés	Etat ONG	Plaider auprès de l'Etat et ONG pour construire une bibliothèque
5. Manque de pratique d'athlétisme	Moussoro	Manque d'encadreur et de matériels de sport	Non représentation des jeunes dans les compétitions interscolaires	Espace disponible Jeunes talentueux	Plaider pour l'aménagement d'un espace de sport et affecter un encadreur

2.5.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Education-Jeunesse-Sports

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Baisse de niveau	Etat parent diplômé sans emploi	Plaider pour le recrutement sans emploi	Plaidoyer auprès de l'Etat et des ONG pour le recrutement des diplômés sans emploi, affectation des enseignants qualifiés en nombre suffisant
Courte durée de l'année scolaire	Etat ONG et population	Plaider auprès de l'Etat pour construire les bâtiments et logement	plaidoyer auprès de l'Etat pour la construction des bâtiments et logement des enseignants
Faible taux de fréquentation des filles	A P E Ecole O N G	Sensibiliser les parents en faveur de la scolarisation et crée les centres d'alphabétisation	Sensibilisation sur le droit à l'éducation des filles et construction de centre d'alphabétisation
Manque d'instruction	Etat ONG Population	Plaider auprès de l'Etat et ONG pour la construction d'une bibliothèque	Plaidoyer auprès de l'Etat et ONG pour la construction d'une bibliothèque
Manque de pratique d'athlétisme	Jeunes talentueux Espaces disponibles	Plaider pour l'aménagement d'un espace de sport et affecter les encadreur	Plaidoyer auprès de l'Etat pour l'aménagement d'un espace de sport

2.6. Le domaine Affaires sociale - Genre

2.6.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Excision	canton	Poids de la tradition ignorance	Décès Stérilité Fustile divorce	Eglise Mosquée Autorité locale Existence de l'antenne CELIAF	Lutte contre l'excision Sensibiliser les parents à l'éducation sans excision
2. Manque de prise en charge des personnes vulnérables	canton	Mauvais regard politique de l'Etat	Décès Sous-alimentation Malades mentaux	Délégation de l'action sociale dans la région ONG	Secourir les personnes vulnérables
3. Filles mères	canton	Mariage précoce Divorce Délaissement des familles	Pauvreté Mortalité infantile Vie de débauche	Parents Autorités locales ONG	Créer une maison de la femme
4. Malnutrition	canton	Manque d'hygiène alimentaire Ignorance	Déshydratation Mortalité élevée	Existence de denrées alimentaires	Créer un centre nutritionnel

2.6.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Affaires sociales et genre

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Excision	Confessions religieuses Autorités locales	Lutter contre l'excision	Campagne de sensibilisation contre l'excision aux moyens de production des films et des causeries
Manque de prise en charge des personnes vulnérables	Existence de la délégation des affaires sociales ONG	Venir en aide aux personnes vulnérables	Création des structures d'entraide des personnes vulnérables
Filles mères	Parents Autorités locales ONG Apport de la population	Créer une maison des filles mères	Construction d'une maison de la femme
Manque d'un local approprié pour ADC	ODV, ADC, population et terrain	Construire un complexe pour l'ADC	Plaider pour la construction d'un bureau et une salle de réunion et les équiper

2.7. Le domaine Gouvernance – paix - sécurité

2.7.1 Résultats du diagnostic

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquence	Atouts	Solutions
1. Mauvaise gestion des conflits intercommunautaires	canton	Corruption Affinité Domination politique	Manque de dynamisme dans l'administration récidivisme	Administration locale Comité de médiation et d'entente	Plaider auprès de l'Etat pour l'affectation des agents compétents au poste de responsabilité et créer une justice de paix
2. insécurité	canton	Détention illégale des armes de guerre par certaines populations Mauvais état de piste Manque de communication	Mort d'hommes Tracasserie Pillage des biens Accidents	Administration Population	Sensibiliser la population pour dénoncer les détenteurs d'armes Plaider auprès de l'Etat pour aménager les pistes secondaires Plaider auprès de la société mobile pour implanter les pylônes
3. les amendes forfaitaires exorbitantes	canton	Vol organisé	Pauvreté Faible pouvoir économique	Textes et lois réglementaires des AF	Vulgariser les textes relatifs aux AF et sensibiliser la population pour résister au paiement des AF

2.7.2 Les axes prioritaires de développement du domaine Gouvernance-Paix -Sécurité

Problème	Le potentiel existant	Orientations prioritaires	micro projets d'ici à 4 ans)
Mauvaise gestion des conflits intercommunautaires	Administration locale Comité de médiation et d'entente	Plaider auprès de l'Etat pour l'affectation des agents compétents et créer une justice de paix	Construction d'une justice de paix et affectation des agents compétents pour répondre aux aspirations de la population
Insécurité	Administration Population et pistes rurales	Désarmer les détenteurs des armes de guerre et aménager des pistes	La fouille des armes de guerre dans les ferriques et villages Aménagement des pistes en les élargissant
Les amendes forfaitaires exorbitantes	Textes et lois règlementant les amendes	Plaider pour vulgariser les textes aux amendes forfaitaires	Campagne d'information et de sensibilisation sur les textes relatifs aux amendes forfaitaires

III. SOMMAIRE DES GRANDS AXES DE DEVELOPPEMENT

AXES PRIORITAIRES DE DEVELOPPEMENT POUR 4 ANS

Domaine : AGRICULTURE /ELEVAGE/PECHE.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Promouvoir la production du compost
02	Tracer les couloirs de transhumance
03	Mettre en place les groupements maraichers
04	Créer un poste vétérinaire

Domaine : AFFAIRE SOCIALE ET GENRE.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Lutter contre l'excision.
02	Venir en aide aux personnes vulnérables
03	Construire une maison des filles mères
04	Construire un complexe pour l'ADC
05	Créer une garderie communautaire

Domaine : ECONOMIE.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Construire les routes
02	Créer un marché hebdomadaire
03	Octroyer les crédits aux organisations Paysans (OP)

Domaine : GOUVERNANCE / SECURITE / PAIX.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Plaider auprès de l'Etat pour l'affectation des agents compétents et créer une justice de paix.
02	identifier les détenteurs des armes de guerre et aménager des pistes
03	Plaider pour vulgariser les textes aux amendes forfaitaires

Domaine : SANTE ET ASSAINISSEMENT.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Renforcer la capacité des agents sanitaires
02	Lutter contre la propagation du VIH/SIDA
03	Construire des forages et des latrines
04	Construire un château d'eau

Domaine : EDUCATION/CULTURE/JEUNESSE ET SPORTS.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Plaider pour le recrutement des agents compétents
02	Plaider auprès de l'Etat pour construire les bâtiments et logement
03	Sensibiliser les populations en faveur de la scolarisation et créer les centres d'alphabétisation

04	Plaider auprès de l'Etat et ONG pour la construction d'une bibliothèque
05	Plaider pour l'aménagement d'un espace de sport et affecter les encadreurs.

Domaine : ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES.

Ordre	Axes prioritaires de développement pendant 4 ans
01	Faire le reboisement Mettre en défens les aires et les cours d'eau Intensifier les cultures
02	Réduire le nombre du cheptel
03	Promouvoir l'apiculture moderne
04	Tracer des couloirs de transhumance et de puits pastoraux
05	Promouvoir la pisciculture

IV. PROJETS DE DEVELOPPEMENT SUR LA DUREE DU PLAN

LISTE DES PROJETS RETENUS POUR QUATRE ANS

Domaine : AGRICULTURE/ ELEVAGE/PECHE.

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Formation des producteurs pour la production du compost appuyé de parcage des animaux	Amendement du sol pour accroître la production	Tous les villages	ADC
02	Plaidoyer auprès de l'Etat pour la tracée du couloir de transhumance avec l'implantation des puits pastoraux et élaboration des conventions locales	Le conflit diminue Agro -pastoral	Tous les villages	ADC
03	Création d'une pharmacie vétérinaire et renforcement des capacités des auxiliaires	Améliorer la santé animale	Chef lieu du canton	ADC
04	Structuration et formation des groupements maraichers	L'augmentation de revenu	Moublyan Benodjo Ndako Ndoindana Begou Parissamadje mousngoro	ADC

Domaine : ECONOMIE.

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Plaidoyer pour l'aménagement des pistes rurales	Faciliter la circulation des biens et personnes	Tous les villages	ADC
02	Faire le plaidoyer auprès des autorités locales pour remettre en marche le marché hebdomadaire de Moussoro	Raccourcir la distance Augmenter les recettes du canton	Moussoro	ADC
03	Construction de six magasins de stockage et formation des membres du comité de gestion des groupements	Augmenter le revenu Garantir la sécurité des biens	Mayo Samarie Moussoro Zekila Maizoro ndako	ADC
04	Sensibilisation des organisations paysannes sur l'intérêt d'épargner pour avoir accès à des crédits aux établissements des micro-finances	Améliorer les conditions de travail de femmes rurales	Dans le village Paris sara Modjiradji Samari Monbolo Moulbian Mayo Mousgoro Moussoro Ndanko Sawosso Daindana Jude Kissadana Benodjo kanan	ADC

Domaine : GOUVERNANCE /SECURITE /PAIX .

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Organisation d'un forum sur le thème « développement et paix » Formation des auxiliaires de justice	Garantir la paix entre la communauté	Tous les villages	ADC
02	Aménagement des pistes en les élargissant	Garantir la sécurité de la population	Tous les villages	ADC
03	Compagne d'information et de sensibilisation sur les textes relatifs aux amendes forfaitaires	Pour éviter les abus des amendes forfaitaires	Dans le canton	ADC

Domaine : SANTE ET ASSAINISSEMENT.

Ordre	Titre du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Renforcement de capacité du centre de santé communautaire et l'affectation du personnel en nombre suffisant.	La protection des malades	Moussoro	ADC
02	Campagne de sensibilisation contre le VIH/SIDA	Diminuer le taux de contamination et mortalité	Tous les villages	ADC
03	Construction de forages et latrines	Pour la bonne santé des populations	Tous les villages	ADC
04	Plaider pour la construction d'un château et de la clôture du centre de santé	Améliorer la santé de la population	Moussoro	ADC
05	Construction d'un hôpital de district inter cantonal Bendana-Moussoro-DjekDjeké	Prendre en compte les petites chirurgies et les urgences	Moussoro	ADC

Domaine : AFFAIRES SOCIALES ET GENRE.

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Compagne de sensibilisation contre l'excision aux moyens de Production de film et de causeries	Améliorer la santé de la femme et la protéger à son intégralité physique	Tous les villages	ADC
02	Création des structures d'entraide des personnes vulnérables	Améliorer les conditions des personnes diminuées.	Moussoro mayo	ADC
03	Construction d'une maison des femmes	L'instruction des femmes, améliorer les conditions de leur vie	Pari-saramadji Ndacko moussoro	ADC
04	Construction d'un bureau et une salle de réunion et les équiper pour l'ADC	Faciliter les rencontres	Moussoro	ADC
05	Création de deux garderies communautaires	L'instruction de la petite enfance libérer à leurs parents vaqués normalement à leur occupation	Moussoro Majo	ADC

Domaine : EDUCATION/CULTURE /JEUNESSE ET SPORTS.

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Faire le plaidoyer auprès d l'Etat et des ONG pour le recrutement des diplômé sans emploi, affecter des enseignants qualifiés en nombre suffisant	Hausser le niveau des élèves	Dans toutes les écoles du canton	ADC
02	Construction de cinq bâtiments scolaires et logement des enseignants	Faciliter les conditions de travail des enseignants et élèves	Moussoro Mayo Pari-sara ndako	ADC
03	Sensibilisation sur le droit de l'éducation des filles et construction des centres d'alphabétisation	Réduire le taux d'analphabétisme des filles	Dans toutes les écoles du canton	ADC
04	Construction d'un centre des jeunes	Permettre aux jeunes de se cultiver	Moussoro Mayo	ADC
05	Faire le plaidoyer auprès de l'Etat pour l'aménagement d'un espace d'sports	Epanouissement de la jeunesse	Moussoro Mayo	ADC
06	Création d'un centre d'éducation non formelle des jeunes de 10 à 14 ans	Réduire le taux d'analphabétisme des jeunes	Dans tout le canton	ADC

Domaine : ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Ordre	Tire du projet	Objectif à moyen terme	Localisation géographique	Promoteurs
01	Mise en défense des forêts naturelles	Protéger de la faune et flore	Kagmaya kemhydo	ADC
02	Sensibiliser et former la population en gestion des ressources naturelles	Promouvoir le bien être de la population	Tous les villages	ADC
03	Sensibilisation, et formation, équipement des apiculteurs	Protéger l'environnement	Tous les villages	ADC
04	Aménagement des couloirs et construction des puits pastoraux et élaboration des conventions locales	Réduire le taux des conflits agriculteurs et éleveurs	Tous les villages	ADC
05	Pratique de la culture intensive	Limiter les dégâts	canton	ADC
06	Aménagement des cours d'eau et formation des groupements piscicoles	pisciculture	Mayo Moussoro Mousngoro Koumhydo	ADC

TABLEAUX DE PRIORISATION DES PROJETS

Domaine : EDUCATION/ JEUNESSE/ CULTURE/SPORTS

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Cout total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Faire le plaidoyer auprès de l'Etat et ONG pour le recrutement des diplômés sans emploi et affectation des enseignants qualifiés en nombre suffisant	1 700 000	170 000	1 530 000	x	x	x	x
02	Construction de 5 bâtiments de 3 salles et logement des enseignants	90 000 000	9 00 000	81 000 000	x	x	x	x
03	Faire la sensibilisation sur le droit de l'éducation des filles et construction des centres d'alphabétisation	4 000 000	4 00 000	3 600 000	x	x		
04	Faire le plaidoyer auprès de l'Etat et ONG pour la construction d'un centre des jeunes	25 000 000	2 500 000	22 500 000		x		
05	Aménagement de l'espace de sports	3 000 000	3 00 000	2 700 000		x	x	
06	Education non formelle des jeunes de 10-14 ans	10 000 000	1 000 000	9 000 000	x	x	x	x
	TOTAL	133 700 000	13 370 000	120 330 000				

Domaine : AFFAIRE SOCIALES ET GENRE

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Construction d'une maison de la femme	20 000 000	2 000 000	18 000 000	x			
02	Plaider pour la construction d'un bureau, une salle de réunion et les équiper	20 000 000	2 000 000	18 000 000		x		
03	Construction des structures d'entraide des personnes vulnérables	20 000 000	2 000 000	18 000 000			x	
04	Campagne de sensibilisation contre l'excision aux moyens de production des films et des causeries débat	10 000 000	1 000 000	9 000 000				x
05	Création d'une garderie communautaire	5 000 000	500 000	4 500 000	x			
	TOTAL	75 000 000	7 500 000	67 500 000				

Domaine : GOUVERNANCE /SECURITE /PAIX

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Cout total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
02	Campagne d'information et de sensibilisation sur les textes relatifs aux amendes forfaitaires	5 000 000	500 000	4 500 000		x		
03	Formation des chefs traditionnels et du comité de médiation d'entente	3 000 000	300 000	2 700 000		x		
	TOTAL	8 000 000	800 000	7 200 000				

Domaine : AGRICULTURE /ELEVAGE /PECHE

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Cout total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Formation des 20 groupements des cultures maraîchères	6 000 000	600 000	5 400 000	x			
02	Formation des 60 producteurs pour la promotion de compost	4 000 000	400 000	3 600 000	x	x		
03	Construction d'une pharmacie vétérinaire renforcement de capacité de 30 personnes auxiliaires	26 000 000	2 600 000	24 400 000		x	x	
04	Plaidoyer auprès de l'Etat pour la tracée de couloir des puits avec implantation des puits pastoraux	25 000 000	2 500 000	22 500 000		x	x	x
	TOTAL	61 000 000	6 100 000	54 900 000				

Domaine : GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET TOURISME

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Coût total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Sensibiliser et former la population en gestion des ressources naturelles	3 000 000	300 000	2 700 000	x			
02	Sensibilisation, formation et équipement des apiculteurs	2 000 000	200 000	1 800 000		x		
03	Mise en défens des forêts (Kemhydo, Kagmay)	5 000 000	500 000	4 500 000			x	
04	Aménagement des cours d'eau avec les moyens modernes	50 000 000	5 000 000	45 000 000				x
05	Faire plaidoyer auprès de l'Etat pour la tracée des couloirs de transhumance et construction des puits pastoraux pratique de la culture intensive	25 000 000	2 500 000	22 500 000	x			
	TOTAL	85 000 000	8 500 000	76 500 000				

Domaine : Economie

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Cout total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Sensibilisation des organisations paysannes sur l'intérêt d'avoir des crédits auprès des EMO	500 000	50 000	450 000	x			
02	Renforcement des capacités des femmes en 15 moulins, transformation des produits locaux et formation du comité de gestion	45 000 000	4 500 000	40 500 000		x		
03	Construction de 4 magasins de stockage et formation des membres des groupements	50 000 000	5 000 000	45 000 000			x	
04	Construction d'un marché	50 000 000	5 000 000	45 000 000			x	
	TOTAL	145 000 000	14 500 000	130 950 000				

Domaine : SANTE ET ASSAINISSEMENT

Ordre	Tire du projet	Coût (Disponibilité financière)			Début probable (période)			
		Cout total	Part locale	Financement à rechercher	An I	An II	An III	An IV
01	Construction de forage et latrines dans tous les villages	42 550 000	4 255 000	38 295 000	×			
02	construction d'un hôpital de district regroupant les cantons de Moussoro, Bendana et Djek-Djeké et l'affection du personnel qualifié	100 000 000	10 000 000	90 000 000	×	×		
03	Campagne de sensibilisation contre le VIH/SIDA	1 000 000	100 000	900 000	×	×	×	×
04	Construction d'un château	32 500 000	3 250 000	29 250 000			×	×
	TOTAL	176 000 000	17 600 000	158 445 000				

BUDGET TOTAL DU PDL : 684 250 000 FCFA

PART LOCALE A MOBILISER : 68 425 000 FCFA

FINANCEMENT A RECHERCHER : 615 825 000 FCFA

PLAN D'ACTION DE LA PREMIERE ANNEE DU PDL DU CANTON : MOUSSORO

Domaine : AGRICULTURE /ELEVAGE /PECHE

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Formation des 20 groupements des cultures maraichères				x	Moussoro	ADC, ODV, ONG, groupement
Formation des BO producteurs pour la promotion de compost				x	Moussoro	ADC, ODV, groupement ONG

Domaine : ECONOMIE

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Sensibilisation des organisations paysannes sur l'intérêt d'avoir le crédit auprès des EMF (établissement des micros finances)				x	Tous les villages	ADC - ODV Population

Domaine : AFFAIRES SOCIALES ET GENRE

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Construction d'une maison de la femme				x	Moussoro	ADC ODV ONG

Domaine : GOUVERNANCE/ SECURITE/ PAIX

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Aménagement des pistes en les élargissant				x	Tous les villages	ADC ,ONG

Domaine : EDUCATION /CULTURE/ JEUNESSE/ SPORT

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Faire le plaidoyer auprès de l'Etat pour la construction de 5 bâtiments et logement des enseignants	x			x	Moussoro, Ndako, Mayo, Pari sara	ADC, ODV, ONG

Domaine : SANTE ET ASSAINISSEMENT

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Construction des forages et latrines				x	Tous les villages	ADC, ODV, ONG, ETAT

Domaine : ENVIRONNEMENT ET GRN

ACTIVITES	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	LOCALISATION	ACTEURS
Sensibilisation formation et équipement des apiculteurs				x	Moussoro, Ndako, Parissaramadji, Kissandana, Mayo, Kalgoa	ADC ODC groupements ONG

V. MECANISME DE MISE EN ŒUVRE, DE PILOTAGE ET DE SUIVI – EVALUATION

Lors de l'Assemblée Générale des ODV, les participants par un consensus, ont donné mandat au bureau de l'ADC pour assurer le pilotage de la mise en œuvre du PDL.

Les projets du PDL seront pilotés par les groupes porteurs bénéficiaires du projet (groupement, Association ou ODV directement concernés).

Le suivi-évaluation des projets et du PDL sera assuré par un comité indépendant mis sur place et il sera composé de (Sous-préfet, Chef de canton, ONG de développement exerçant dans la localité spécialisées dans les domaines tels que la Santé-Education, l'Environnement, etc. Le président de l'ADC n'est qu'un simple membre du comité. L'ADC assure la supervision des PDL.

Les projets issus du PDL seront financés d'une part par la mobilisation des ressources locales soit en nature, soit en espèce à hauteur de 10 % entre la participation des formateurs, de la diaspora et des élus locaux.

Nous recherchons d'autres financements auprès de l'Etat, des ONG et les autres acteurs de développement.

Le PDL sera évalué chaque fin de l'année et une évaluation finale en vue de sa reactualisation sera faite à la fin des 4 années.

Conclusion

L'élaboration du PDL du canton Moussoro a vu la participation de toutes les couches à savoir, les autorités, les populations de tous les villages (ODV), les organisations de base (groupements, unions, associations etc.), les leaders religieux, les chefs traditionnelles. Ce qui a permis l'approche participative pendant toutes les activités prévues dans le processus d'élaboration du PDL.

Dans ce document, l'accent est particulièrement mis sur les problèmes qui entravent le développement du canton Moussoro ainsi que les solutions envisagées pour en faire des projets.

Compte tenu de la prise de conscience par les acteurs locaux, les cotisations en espèces et en nature sont en cours de réalisation et peuvent servir jusqu'à 10 pour cent des actions à réaliser comme apport local.

Pour la mise en œuvre des actions inscrites dans notre PDL, nous avons priorisé la mise en défens des ressources naturelles (Cours d'eau, mares etc.).

En fin, que Dieu bénisse PAILD – MC pour son initiative et sa présence sous diverse forme auprès de nous pour l'élaboration et surtout l'acquisition de cet important document.

